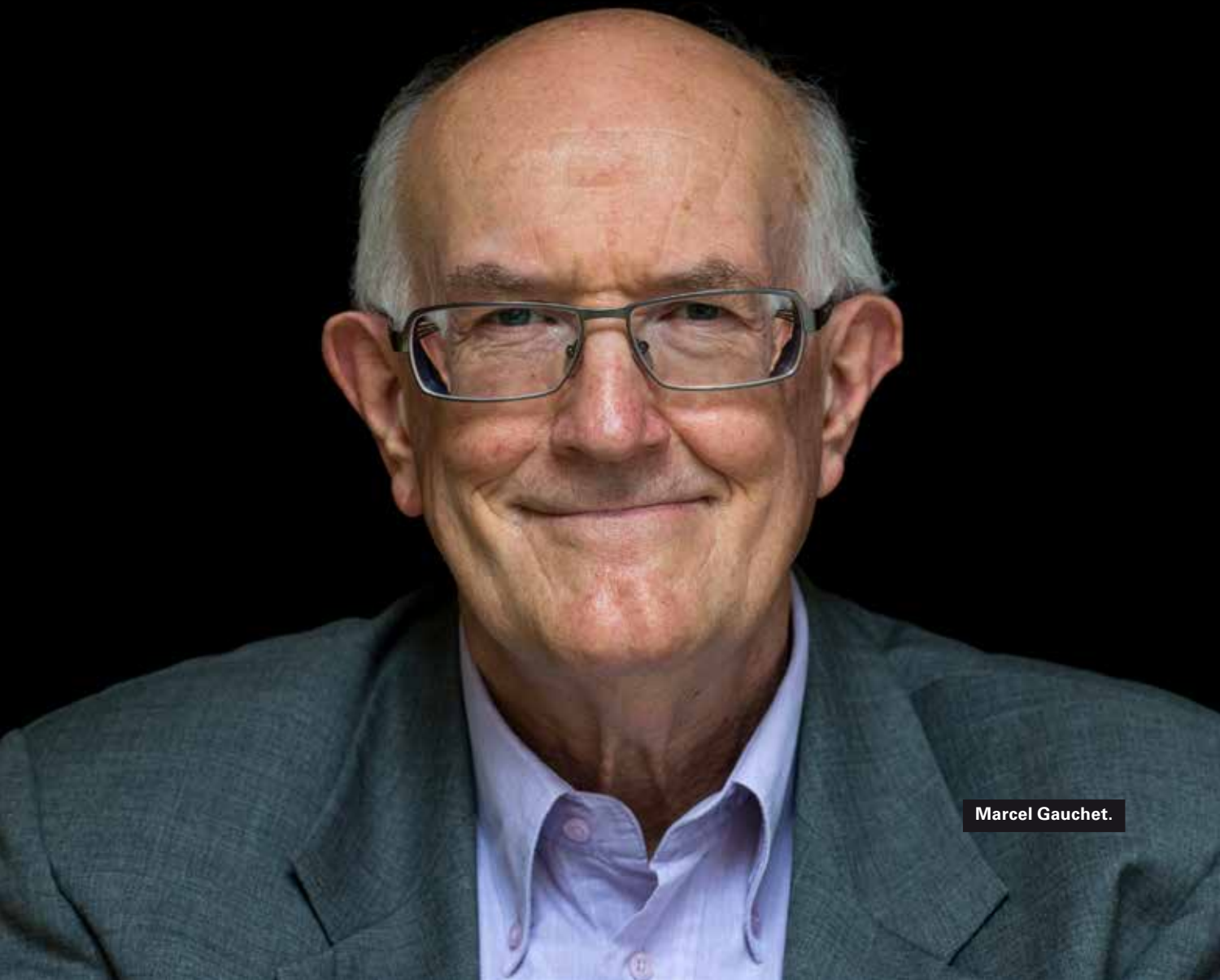


# MARCEL GAUCHET

## « LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT DEMOCRATISÉ LA MANIPULATION »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy



Marcel Gauchet.

**Le débat sur les fake news part sur des bases malsaines : la grande majorité de la population est à la fois dépendante des médias et convaincue qu'ils ne répercutent pas ce qu'elle vit au quotidien. Nourris par cette défiance anti-élites, les réseaux sociaux offrent une caisse de résonance virtuelle aux pires balivernes.**

**Causeur.** Du collier de la reine à l'affaire Dreyfus, les rumeurs et les mensonges, parfois propagés au plus haut niveau de l'État ne datent pas d'hier. En quoi les « fausses nouvelles », qui inquiètent tant le président de la République, sont-elles un phénomène nouveau ?

**Marcel Gauchet.** Cette histoire est l'exemple même de l'illusion de nouveauté que peut créer l'adoption d'une langue étrangère. Une vieille plaie devient, par la magie de l'anglais, un mal inédit et tellement dramatique que le président de la République se doit de monter en première ligne. Reprenons nos esprits en revenant aux faits : dans la campagne présidentielle française de 2017, quelle fausse nouvelle aurait influencé le résultat ? Aucune ! Quel est donc ce spectre qu'il y aurait urgence à exorciser ? La nouveauté du phénomène, car il y en a quand même une, ne réside pas dans l'existence de fausses nouvelles, mais dans leurs conditions d'émission et de circulation. D'abord, le peuple dispose désormais de moyens incomparablement puissants de lancer et de répercuter, via internet et les réseaux sociaux, des bobards. La caisse de résonance numérique est autrement plus efficace que le bouche-à-oreille, et elle est ouverte à tous. Aujourd'hui, le péquin moyen peut diffuser des messages à la terre entière en dehors de tout contrôle, filtrage ou manipulation d'en haut. Autrement dit, le pouvoir de manipulation se démocratise par l'intermédiaire de la technique.

**Mais en même temps, les progrès de la connaissance et, osons le dire, de la Raison, devraient nous rendre moins vulnérables aux bobards.**

C'est l'autre aspect du problème. Une chose est l'exis-

tence de fausses nouvelles, autre chose est le retentissement que certaines fausses nouvelles sont susceptibles d'avoir parce qu'elles prennent un sens qui les rend crédibles auprès des gens. Ce n'est pas nouveau en soi, mais il est visible que le phénomène prend de l'extension et il faut se demander pourquoi. Le tri rationnel entre le vrai et le faux ne fonctionne plus quand les gens sont prêts à croire une rumeur tout en sachant qu'elle ne repose sur rien, parce qu'elle leur paraît exprimer ce qu'ils ressentent.

**L'histoire du prétendu compte aux Bahamas de Macron, par exemple ?**

Voilà, on n'en a aucune preuve, mais on se dit que le « banquier », comme dit Mélenchon, est bien du genre à en avoir un ! Cela prend tout son sens dans un contexte marqué par une extraordinaire méfiance des populations par rapport à toute parole jouissant d'un statut officiel. Ça commence dans la salle de classe, avec des étudiants qui vérifient sur Wikipédia si ce que raconte le prof est vrai, puis ça continue dans la société et ça prend une tournure paroxystique en politique. Un quart à un tiers de la population est totalement réfractaire au discours des politiques !

**Si les Français se détournent massivement des politiques et des médias, c'est parce qu'ils ont le sentiment qu'on leur cache des choses.**

C'est le cœur du problème : les médias ont acquis le monopole de la visibilité publique à mesure de l'atomisation de la société. Il n'y a pas si longtemps, celle-ci était structurée en gros blocs de croyance, de classe, de communautés professionnelles qui avaient chacun leur représentation de ce qui se passait. L'Église catholique, le Parti communiste, le monde ouvrier, le monde paysan constituaient des groupes organisés à l'intérieur desquels circulait une information qui faisait le lien entre leurs membres. Tous ces mondes-là étaient articulés autour de leur vérité et faisaient peu de cas de ce qui pouvait se raconter dans la presse ou les médias, d'une autre opinion que la leur. La dissolution de ces groupements laisse les individus tout seuls dans leur coin, au mieux avec leur cinquantaine d'amis Facebook. Le pouvoir des médias s'en trouve extraordinairement renforcé, puisqu'ils sont les seuls à dire ce qui fait sens pour l'ensemble. Ils sont maîtres de choisir ce qui est digne d'être relaté et montré, et ce qui ne l'est pas. Dans les conditions où il est exercé, ce monopole est ressenti par une partie importante de la population comme illégitime et insupportable.

**La démocratisation de l'information, un espace où les people seraient à égalité avec leur boulangère, telle était bien la promesse des nouveaux réseaux sociaux comme Twitter. Qu'en est-il advenu ?**

On voudrait des statistiques fiables. Combien de →

gens en France utilisent Twitter pour faire circuler des informations et des commentaires politiques ? Le chiffre est probablement dérisoire à l'échelle de la population globale. Il y aurait, paraît-il, une « *fachosphère* », une « *féminosphère* », que sais-je encore. Combien de divisions ? La réalité est que la grande majorité de la population est à la fois dépendante des médias et convaincue qu'ils ne répercutent pas ce qu'elle vit dans son environnement quotidien. La machine médiatique a beau être pluraliste, elle est perçue comme un seul bloc, notamment en raison de son homogénéité intellectuelle, culturelle et sociale. C'est accentué en France par la centralisation parisienne et la faiblesse des médias locaux.

### **D'où vient cette défiance anti-élites, devenue une composante de notre vie publique ?**

Le phénomène est né dans les années 1980 et il s'est déployé avec le sentiment nouveau que les gouvernants faisaient le contraire de ce qu'ils disaient. En France, le tournant de la rigueur de 1983 a marqué une date à cet égard. C'est un autre genre de lutte des classes par d'autres voies, opposant ceux qui sont perçus comme les représentants d'une société officielle, médias en tête, et ceux qui se pensent comme les exclus de cette société, avec parfois d'excellentes raisons de le penser. En un sens, cette fracture est plus profonde que la traditionnelle division entre bourgeois et prolétaires, car salariés et patrons vivaient au moins en contact les uns avec les autres, alors que là, il y a deux mondes qui ne se rencontrent pas : une société qui se sent réduite au silence et une sphère médiatique qui lui échappe complètement.

## **Même en supposant que des faits soient avérés, l'interprétation à en donner reste totalement ouverte.**

**Dans votre article du *Débat*, « La guerre des vérités<sup>1</sup> », vous écrivez que « la post-vérité est le rejeton adultérin du politiquement correct ». En somme, les gens ordinaires, comme disait Orwell, ont d'autant plus tendance à croire des bobards que le journalisme qu'ils considèrent comme officiel prêche au lieu d'informer ?**

Avant la post-vérité, il y a eu en effet l'arrangement et la neutralisation de la réalité, opérés par le politiquement correct. Une partie de la population a l'impression que la sphère médiatique se tamponne radicalement le coquillard de ce qui se passe chez elle, avec pour seule préoccupation de la détourner des mauvais sentiments que pourraient lui inspirer les situations dont elle ne parle pas, ou seulement à mots couverts. Il faut dire que pour dédramatiser les faits les plus perturbants et arrondir les angles des nouvelles les

plus dérangeantes, nos élites ont élevé l'art de l'euphémisme à un haut degré de sophistication. J'entendais récemment l'aimable Jean-Louis Borloo expliquer doctement qu'« *il y a un bouillonnement dans les banlieues, c'est quelquefois un bouillonnement pour le bien, et puis quelquefois, pour le moins bien* ». On ne peut pas dire le contraire, mais je doute que ce « moins bien » sonne très convaincant aux oreilles de ceux qui subissent la dictature des dealers au pied de leur immeuble !

### **Et cette novlangue euphémisante favoriserait paradoxalement en retour les thèses complotistes ?**

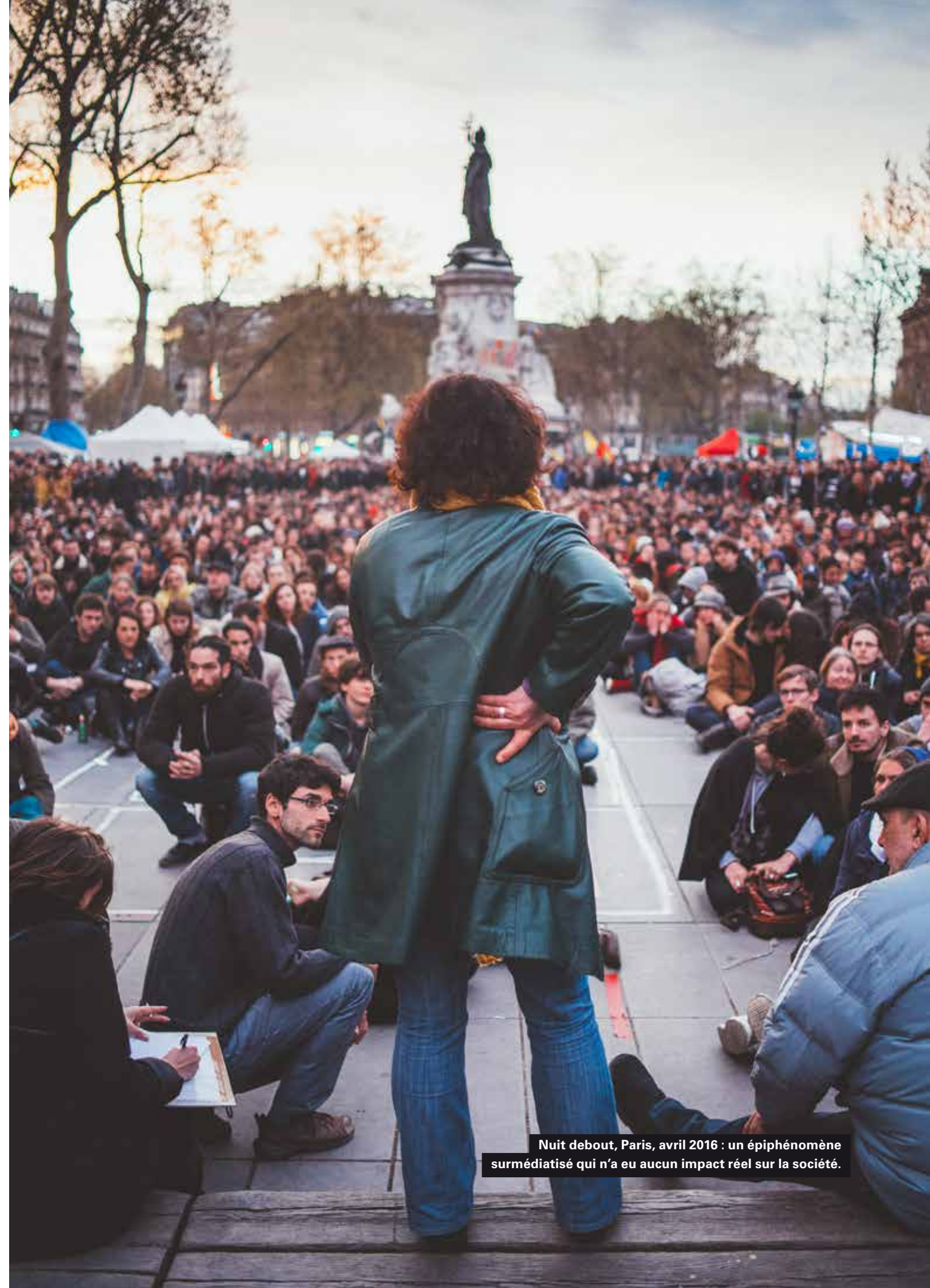
La décrédibilisation des médias a mécaniquement pour effet en retour d'accréditer une contre-information qui s'engouffre dans le « on vous cache quelque chose » et donc dans la possibilité de faire croire n'importe quoi. C'est un système infernal à deux pôles. Le malheureux citoyen moyennement informé est confronté à un choix cornélien. Il doit choisir entre un discours qui enrobe les réalités dérangeantes au point de les escamoter, et un autre, carrément onirique, mais dont les auteurs tirent une grande légitimité de leur opposition à la parole perçue comme officielle.

### **Pour conjurer ce genre de délires, le président Macron a l'intention de légiférer contre les *fake news*. Faut-il instaurer une vérité officielle ?**

Jeme demande encore ce qui lui a pris. Macron lui-même n'a pas vraiment souffert des rumeurs de la campagne, comme celle sur son homosexualité supposée, qui a laissé l'opinion de marbre. Alors pourquoi cette croisade ? Je m'interroge. Primo, légiférer sur la question paraît impraticable. Où sont les tribunaux qui établiront la vérité et la fausseté des faits ? Comment savoir si Macron est homosexuel ou non ? Secundo, même en supposant qu'on parvienne à sanctionner quelques lanceurs de sornettes, ce n'est pas avec ces piqûres d'épingle que l'on viendra à bout d'un phénomène subdélirant comme l'antisémitisme des banlieues. Il est vrai que, dans une démarche d'affirmation d'autorité régaliennne, il est beaucoup plus facile d'annoncer avec fracas qu'on va mater les menteurs professionnels que de botter le cul des zadistes de Notre-Dame-des-Landes !

### **Cette croisade contre les *fake news* repose implicitement sur l'idée selon laquelle la vérité est simplement synonyme d'absence de fausses nouvelles ?**

C'est toute la naïveté du « *fact checking* » que de le croire. Même en supposant que les faits soient tous avérés, l'interprétation à en donner reste totalement ouverte. En partant des mêmes chiffres, on peut tirer des conclusions dramatiquement opposées. Par exemple, qu'il y a très peu d'immigrés en France ou qu'il y en a énormément →



**Nuit debout, Paris, avril 2016 : un épiphénomène surmédiatisé qui n'a eu aucun impact réel sur la société.**

ment. C'est une affaire de perception subjective, aussi le « fact checking » n'a-t-il qu'une efficacité marginale.

**Pour des journaux comme *Libération* et *Le Monde*, le « décodage » des fausses informations – en général, des articles qui leur déplaisent idéologiquement – relève de la croix. Est-ce un nouveau clergé de la vérité ?**

Que représente ce clergé ? Pas grand-chose. Sa crédibilité est mince et sa religion des plus incertaines. Il ne recrutera pas beaucoup de fidèles. Il est sans prise sur le véritable problème qui est la sécession d'une partie de la société par rapport à un espace de référence commun.

**Finalement, ce monde de mieux en mieux connu serait-il de moins en moins intelligible ?**

Ces deux mondes sociaux coexistent : le monde objectif qu'on peut décrire pour lui-même – avec des données à peu près fiables – et le monde tel que la masse de la société l'interprète et le comprend. C'est ce dernier monde qui nous échappe. Si on sait tout de la répartition des revenus, on ignore ce que pense une grande partie des gens qui correspondent à telle ou telle catégorie de revenu. Or, en démocratie, il est vital de comprendre les représentations des citoyens.

**Dans notre démocratie des affects, les débats ne tournent plus autour de la réalité des problèmes mais de ce qu'ils représentent.**

**Doit-on en déduire que nos démocraties représentatives sont en train de flancher ?**

Elles échouent dans leur mission fondamentale qui est de représenter la réalité de la société. Les élus représentent des familles d'opinion, mais quel est leur lien avec ce qui se passe dans les profondeurs du pays ? On n'en sait rien ! Aléatoirement, des épiphénomènes comme Nuit debout créent une illusion d'optique : le rapport entre l'énorme volume d'informations qu'il a généré et son impact réel inexistant sur la société est hallucinant. Rappelez-vous, ce n'était pas moins que la réinvention de la politique... Nous ne sommes plus dans un cadre démocratique normal où la discussion raisonnée fait loi, mais dans une démocratie des affects où les passions du moment prennent le dessus dans une fluctuation constante. Les plus lucides des dirigeants des démocraties occidentales ont d'ailleurs intégré cette versatilité et naviguent à vue. Ils « accompagnent les émotions collectives », comme on dit joliment dans la langue de la science politique.

**Au-delà des mouvements d'humeur virtuels, comment se manifeste cette « démocratie des affects » ?**

Prenons deux exemples : l'affaire de la déchéance de nationalité ou la loi El Khomri. Dans ces deux dossiers de la fin du quinquennat Hollande, le débat n'a pas tourné autour de la réalité des problèmes, mais de ce qu'ils représentaient. La démocratie des affects est une sorte de régression vers une expression qui n'est plus conceptuelle ou rationnelle, mais symbolique, on le voit bien avec Trump. Il n'y a plus de débat public. Les citoyens interprètent des images, à défaut de saisir les discours qui leur échappent ou suscitent leur indifférence. Alors, je ne crois pas du tout au retour des totalitarismes, mais je crains une vaste régression intellectuelle de la démocratie.

**Entre la presse à l'ancienne et les réseaux sociaux, il y a une chose qui a progressé, c'est le niveau d'invective. Tel est lynché pour son salaire, tel autre pour un mot de trop.**

L'affect le plus fondamental qui émerge sur internet, c'est tout bêtement la haine ! On l'avait un peu oubliée. La réduction objective du niveau de violence dans les sociétés européennes, tant sur le plan politique que sur le plan des rapports entre les personnes, nous l'avait cachée, mais elle est toujours bien là et l'espace numérique la révèle. On peut donner une lecture somme toute optimiste de cette résurgence en termes de défolement. La domestication sociale de la violence comprime la haine, mais ne la supprime pas. D'où le besoin qu'éprouveraient certains de la manifester verbalement pour ne pas passer à l'acte. Ce serait cathartique, en quelque sorte. Mais on peut donner une lecture pessimiste en se disant que la légitimation que représente de fait son expression publique préfigure au contraire son passage à l'acte. Je ne tranche pas. Mais j'observe que si les actes de violence restent quantitativement limités, l'expression de la haine, dans toutes ses nuances, s'avère en revanche illimitée. Il y a apparemment un stock inépuisable en magasin !

**Cette violence latente est-elle dédoublée par la surveillance de tout le monde par tout le monde ?**

Non. Le fait dominant dans la société n'est pas la surveillance mutuelle, mais l'indifférence. Nous ne sommes plus à l'ère de l'embrigadement où les groupes radicaux cherchaient à imposer leur loi à la majorité en prenant le pouvoir et en envoyant les opposants en camps de concentration. Nous sommes à l'époque du « à chacun sa vérité ». Mais cela n'élimine pas la radicalité. Elle se réinvente à l'échelle individuelle en fonction du primat de l'affect. Les réseaux sociaux sont typiquement le domaine de l'extrémisme individuel, inaccessible à la raison et à l'argumentation. De cet enfermement dans son opinion, on passe facilement à l'idée que ses contradicteurs ne devraient pas exister. L'appel au meurtre n'est pas loin. Ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut attendre le progrès de la démocratie. •

1. *Le Débat*, 2017/5 (n° 197), nov.-déc. 2017.

# JORDAN PETERSON, PROFESSEUR D'INSOUMISSION

Par Mathieu Bock-Côté

**Dans un débat télévisé, l'universitaire Jordan Peterson a pris l'ascendant sur une journaliste qui le traitait de phalocrate et l'assimilait à l'extrême droite. Un duel devenu culte sur YouTube.**



Si son nom ne dit pas grand-chose aux Français, Jordan Peterson est sur le point de devenir une figure intellectuelle majeure du monde anglo-saxon. Ce professeur de psychologie de l'université de Toronto s'est fait connaître à partir de 2016 pour ses critiques contre le gouvernement fédéral canadien. L'objet de sa colère ? Un texte de loi qui, en plus de rendre obligatoire l'emploi de pronoms *trans* lorsqu'un transsexuel le demande, assimile tout désaccord en la matière à des propos haineux.

Peterson s'est permis de diffuser quelques vidéos sur YouTube pour expliquer sa décision : refuser de se soumettre aux ukases des groupuscules de la gauche radicale qui se donnent le droit de modifier le sens des mots ou d'en imposer de nouveaux, quitte à identifier comme suspect tout récalcitrant. Car la maîtrise du langage est une des clefs de l'hégémonie idéologique, et Jordan Peterson n'entend pas renoncer sans se battre.

Cette contre-offensive a créé un scandale majeur dans le petit monde académique canadien anglophone, qui fait de sa soumission au politiquement correct une preuve de sa supériorité morale. Dans un campus universitaire de l'Ontario, par exemple, la simple référence au sens commun peut valoir à qui s'y risque une réputation de fasciste. D'où le traitement de choc infligé au citoyen Peterson, méthodiquement passé à la question pour savoir s'il adhère ou non aux dogmes de l'époque.

La notoriété de ce franc-tireur est toutefois passée à un stade supérieur après son passage mi-janvier à la télévision britannique pour son livre *12 Rules for Life: An Antidote to Chaos* (2018). Pendant trente minutes, Cathy Newman de Channel 4 News s'est comportée

en procureure plutôt qu'en journaliste. L'animatrice cherche à faire passer Peterson pour un sexiste militant et un défenseur décomplexé de l'ordre patriarcal condamnant les femmes à une discrimination systématique. On a vite compris l'idée : Peterson est un odieux personnage. Newman va jusqu'à l'assimiler à l'alt-right, soit l'extrême droite américaine ! Or, moins ses attaques portent, plus la journaliste devient véhémement, plus elle s'acharne... et plus elle se ridiculise.

Peterson, à la manière d'un professeur flegmatique, esquive les coups et répond à l'anglo-saxonne sans jamais quitter le registre de l'argumentation rationnelle. Plutôt que de s'indigner, il déconstruit toutes les questions qu'on lui pose pour montrer en quoi elles sont biaisées et reposent sur des a priori très discutables. Au terme de l'échange, on a l'impression d'avoir assisté à une victoire par K.-O.

Qu'on approuve ou non les idées du professeur canadien (il a tendance à trop naturaliser les rapports sociaux), on ne peut que se réjouir en l'écoutant démonter les bases intellectuelles de la sociologie victimaire. Sans surprise, des militantes féministes ont accusé le professeur d'avoir fait preuve de condescendance machiste devant l'animatrice. En d'autres termes, après avoir perdu un débat où elle était pourtant en position de force, la journaliste-militante sauve sa crédibilité en se faisant passer pour une victime du sexisme...

Autrement dit, si vous pensez hors des clous, tout débat se refermera sur vous : pile vous serez battu, face vous serez dénoncé comme l'incarnation du Mal... On se consolera en regardant cette vidéo devenue un petit classique de YouTube, tant Peterson y délivre une leçon d'insoumission au système médiatique. •